

Communiqué de presse

La Belgique, le 3e pays le plus riche au monde

Malgré la faiblesse des taux d'intérêt, qui coûte plus de 6 milliards d'euros aux épargnants belges.

Bruxelles, le 23 septembre – La Belgique occupe la troisième place du classement des pays les plus riches au monde en termes de patrimoine net par habitant. Le patrimoine moyen s'élève à 78.300 euros, soit 4,6 % de plus qu'en 2012. La Suisse conserve sa première place, suivie par les États-Unis. Voilà ce qui ressort du 'Global Wealth Report' d'Allianz, un rapport dans lequel l'assureur analyse le patrimoine et l'endettement des ménages dans plus de 50 pays.

Le monde est, dans l'ensemble, devenu plus riche en 2013. La richesse totale des ménages a atteint un niveau record de 118 billions d'euros. Il s'agit d'une hausse de 9,9 %, un rythme qui n'avait plus été enregistré depuis 2003. Cette croissance est notamment due à l'excellente tenue des marchés boursiers au Japon, aux États-Unis et en Europe.

Patrimoine net par habitant en 2013		en euros	% par rapport à 2012
1	Suisse	146.540	6,2
2	USA	119.570	14,2
3	Belgique	78.300	4,6
4	Pays-Bas	71.430	3,8
5	Japon	71.190	7,6
6	Suède	70.080	12,8
7	Taiwan	66.010	10,6
8	Canada	65.900	10,4
9	Singapour	64.520	5,4
10	Royaume-Uni	63.490	11,7

Top 10 des pays avec le patrimoine net le plus élevé par habitant

Le 'Global Wealth Report 2014' d'Allianz peut être téléchargé sur <http://www.allianz.be/allianz/out/AllianzGlobalWealthReport2014.pdf>

L'Europe de l'Ouest à la traîne

Les actifs détenus sous forme de titres ont connu une augmentation de 16,5 %, soit plus que pendant les années qui ont précédé l'éclatement de la crise financière. Cela ne signifie toutefois pas que les épargnants sont devenus plus enthousiastes dans ce domaine. Les États-Unis sont la seule zone où les actions et autres titres ont réussi à attirer d'importantes quantités de capitaux frais. Les Européens se sont en revanche distingués dans l'autre sens, en se retirant de cette classe d'actifs.

Toutes les zones n'ont pas pu profiter de la même manière de la forte croissance enregistrée l'année dernière. Dans les pays émergents, surtout en Amérique latine, la croissance de la richesse a ralenti en raison des incertitudes sur les marchés des capitaux et les marchés des changes locaux. La croissance s'est en revanche accélérée en Amérique du Nord (+11,7 %), au Japon (+6,1 %) et en Europe de l'Ouest (+5,2 %). Coiffée par le Japon, l'Europe de l'Ouest s'est retrouvée en dernière position des zones en croissance et a ainsi vu sa part dans les actifs financiers mondiaux diminuer de 1,2 point de pourcentage.

L'Europe de l'Ouest risque également de s'enliser dans une spirale négative à long terme, du moins en termes réels, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation. Vue sous cet angle, la croissance de la richesse par tête d'habitant est tombée à 1 % par an depuis la fin de l'année 2000, ce qui signifie que l'Europe de l'Ouest accuse également un retard sur le Japon à ce niveau (1,3 % par an). « Dans un environnement marqué par des taux d'intérêt extrêmement bas, le principal problème pour les épargnants n'est pas la déflation », explique Michael Heise, économiste en chef d'Allianz. « Les faibles chiffres de l'inflation en Europe sont liés à des ajustements économiques nécessaires et stimulent le pouvoir d'achat des citoyens. Ils ne justifient pas de nouvel assouplissement de la politique monétaire. »

Importantes baisses des revenus d'intérêts pour les épargnants belges

La politique de la BCE a en ce moment un impact sur les ménages de la zone euro. Les faibles taux d'intérêt freinent non seulement l'accumulation de richesse sur le long terme, mais ils exercent aussi une influence directe sur les revenus via une baisse des revenus d'intérêt et une diminution des paiements d'intérêt sur les emprunts. Un calcul hypothétique basé sur le taux d'intérêt moyen pour la période allant de 2003 à 2008 permet de chiffrer ces effets sur les revenus. De manière générale, les ménages belges ont – tout comme leurs vis-à-vis allemands – continué à subir d'importantes pertes durant la période 2010 – 2014 : les pertes d'intérêts sont estimées à 6,2 milliards d'euros, soit environ 560 euros par tête d'habitant. A l'inverse, ce sont surtout les Européens du Sud qui ont été à la fête durant ces cinq années, avec un avantage de taux de plus de 1.000 euros en moyenne par tête d'habitant. « Il n'est pas étonnant que la politique monétaire ait eu cet effet », poursuit Heise. « La diminution de la pression sur les débiteurs d'Europe du Sud est un objectif qui a en grande partie été réalisé. Mais il est important de ne pas perdre de vue les effets secondaires de la politique, notamment pour les investisseurs belges et leurs réserves de pension. »

En Belgique, le montant total des actifs financiers bruts a augmenté de 4,7 % l'an passé, un rythme légèrement moins rapide que la moyenne européenne. Depuis 2007, ce montant a néanmoins grimpé de 22,3 %, soit nettement plus que la moyenne européenne de 15,1 %. Au cours de la même période, le montant total de l'épargne a quant à lui diminué d'environ 15 %. Avec un montant de près de 2.130 euros par tête d'habitant, les Belges font néanmoins partie des ménages ayant le plus épargné en 2013, juste derrière les Norvégiens et les Suédois. La croissance du crédit a quelque peu décéléré depuis la crise financière, pour s'établir à 3,1 % l'année passée. Tant en termes absolus qu'en termes relatifs, le niveau d'endettement en Belgique est l'un des plus faibles d'Europe. Avec 19.850 euros par tête d'habitant en fin 2013, la dette se situe largement en dessous de la moyenne de la zone de 24.730 euros. Et la Belgique affiche le troisième ratio d'endettement le plus faible de la région (57,8 %), derrière l'Autriche et l'Allemagne.

Les actifs ne sont pas les seuls à avoir enregistré une forte croissance en 2013 ; une accélération a également été observée au niveau du montant total des dettes dans le monde (dettes hypothécaires comprises).

Les dettes ont progressé plus rapidement que pendant toutes les années qui ont suivi l'éclatement de la crise (3,6 %). Le ratio d'endettement mondial, à savoir le rapport entre le montant total des dettes personnelles et le PIB, a diminué d'un demi-point de pourcentage l'année passée, à 65,1 %. Depuis 2009, ce ratio a perdu 6,4 points de pourcentage. Cette diminution est néanmoins uniquement due à l'évolution de la situation dans les pays développés, et en particulier aux États-Unis où le ratio d'endettement a chuté de 15,5 points de pourcentage au cours de ces quatre dernières années. Dans les pays émergents, l'endettement continue de grimper de manière plus ou moins constante, également par rapport au PIB et surtout en Asie (sauf au Japon). Le ratio d'endettement dans cette zone a progressé de 2,8 points de pourcentage en 2013 et avoisine 40 %. Dans certains pays comme la Corée du Sud et la Malaisie, le ratio d'endettement dépasse déjà

largement les 80 %, un niveau supérieur à celui des États-Unis.

Dans ce contexte, le total des actifs financiers nets dans le monde (actifs financiers bruts moins engagements) a enregistré une croissance à deux chiffres, 12,4 % pour être précis, en 2013. Dans le classement des pays les plus riches (actifs financiers nets par tête d'habitant, voir tableau), certains pays ont vu leur position évoluer, essentiellement suite aux effets de change. Le Japon a, par exemple, perdu deux places. La Suisse reste largement en tête, avec une avance confortable sur les États-Unis. La Belgique s'est quant à elle hissée sur la troisième marche du podium, avec des actifs financiers nets moyens de 78.300 euros par tête d'habitant en fin 2013. Outre la Belgique et la Suisse, trois autres pays européens se classent dans le top 10, à savoir les Pays-Bas, la Suède et le Royaume-Uni.

Répartition de la richesse

Cette année, Allianz a également pour la première fois analysé l'évolution de la répartition de la richesse dans certains pays à l'aide d'une matrice spécialement conçue à cet effet. Les résultats ne concordent pas nécessairement avec la théorie selon laquelle les inégalités sont de plus en plus grandes. En réalité, le nombre de pays où la répartition de la richesse n'a quasiment pas évolué ou s'est même améliorée au cours de ces dix dernières années a même augmenté. Il s'agit surtout de pays émergents, notamment en Amérique latine. L'évolution inverse a néanmoins aussi été observée dans certains grands pays comme l'Inde et la Russie, où la situation est comparable à celle dans les économies industrialisées. Dans la plupart des pays développés que nous avons analysés, on peut en effet parler d'une détérioration. En d'autres termes, la part des richesses aux mains des 10 % les plus nantis est de nouveau en hausse. Une évolution particulièrement visible aux États-Unis. Signalons toutefois que les inégalités s'accroissent également dans certains pays européens (France, Suisse, Irlande et Italie). Manifestement, lorsque la croissance des richesses ralentit au lendemain d'une crise, ce sont surtout les classes inférieures qui en souffrent le plus. « D'un point de vue politique, la conclusion est évidente : si vous souhaitez une répartition plus équitable, vous ne devez pas brider la croissance des richesses en imposant de nouvelles taxes, mais vous devez au contraire mettre absolument tout en œuvre pour la stimuler. La croissance est la meilleure voie pour atteindre la justice sociale », explique Heise.

Une analyse centrée sur les classes déterminées en fonction du patrimoine confirme ces disparités¹. En 2013, les pays que nous avons analysés comptaient au total 912 millions de personnes détenant des actifs financiers nets pouvant être considérés comme moyens. Cette croissance de la classe moyenne est particulièrement marquée si l'on tient compte d'une période plus longue : depuis le début du nouveau millénaire, la part de la population ayant fait son entrée dans la classe moyenne a doublé en Amérique latine, elle a pratiquement quadruplé en Europe de l'Est et elle a été multipliée par sept en Asie. Mais cette rapide croissance de la classe moyenne n'a pas souri à tout le monde. C'est surtout dans les pays où l'endettement a considérablement augmenté ces dernières années et où les actifs ont particulièrement été touchés par la crise financière que le nombre de personnes avec un « patrimoine important » a diminué par rapport au début des années 2000. Au total, quelque 65 millions de personnes ont quitté la « classe supérieure » ces dernières années. Cette dégradation a surtout été observée aux États-Unis, au Japon, en France et en Italie, des pays où la répartition des richesses est précisément devenue nettement « moins équitable ».

Le nombre de personnes faisant partie de la « classe inférieure » (actifs financiers nets moyens inférieurs à 5.300 euros par tête d'habitant) est resté relativement constant au cours de ces dernières années (environ 3,5 milliards de personnes). Il s'agit toutefois surtout d'un effet secondaire de la forte croissance démographique. Si l'on corrige le chiffre de cette évolution naturelle, on constate clairement une progression : pratiquement un demi-milliard de personnes sont parvenues à se hisser dans la classe moyenne au cours de ces 13 dernières années. « Plus que n'importe quel autre indicateur, cela prouve que de plus en plus de personnes dans le monde réussissent à participer à la richesse mondiale. À l'échelle mondiale, on ne peut donc certainement pas parler d'un accroissement des inégalités », conclut Heise.

¹ Comme lors des années précédentes, Allianz distingue trois classes différentes en termes de patrimoine dans son « Global Wealth Report ». La classe moyenne comprend tous les individus qui possèdent un patrimoine situé entre 5.300 euros et 31.800 euros.

A propos d'Allianz en Belgique

Par l'intermédiaire des courtiers, en Belgique Allianz offre un large éventail de produits et services à une clientèle de particuliers, d'indépendants, de PME et de grandes entreprises dans les domaines de l'assurance IARD et Vie (Prévoyance et Placements). Allianz Benelux S.A. (y compris Allianz Luxembourg) est au service de plus de 900.000 clients, occupe plus de 1.000 employés et ses primes brutes sont 2,5 milliards d'euros (2013).

Contact presse Allianz Benelux S.A.

Saskia Van de Vyver

Tel: 02 214 67 38

E-mail: Saskia.vandevyver@allianz.be